

Art. 6. L'A.S.B.L. dénommée "Centre de formation aux métiers de la pierre" (en abrégé CEFOMEPI) perçoit les fonds. Elle gère et utilise la cotisation pour la formation spécifique aux métiers de la pierre, d'après décision de son conseil d'administration.

Les missions du "Centre de formation aux métiers de la pierre" pourront être élargies à la formation technique et de maintenance à concurrence de 0,15 p.c. pour une formation spécifique à l'entreprise.

Le siège social de cette A.S.B.L. est situé à 7060 Soignies, rue Mademoiselle Hanicq, 30.

Art. 7. Un rapport d'évaluation et un aperçu financier de l'exécution de l'effort obligatoire en faveur des groupes à risque seront établis annuellement par l'ASBL CEFOMEPI précitée.

Le rapport d'évaluation et l'aperçu financier seront présentés à la sous-commission paritaire en vue de pouvoir être déposés au Greffe du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant celle à laquelle ils se rapportent.

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2022.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 avril 2023

Le Ministre du Travail,
P-Y DERMAGNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2023/202200]

23 MAI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 6 décembre 2022, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, instaurant un système de crédit-temps (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la batellerie;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 6 décembre 2022, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, instaurant un système de crédit-temps.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Art. 6. De V.Z.W. genaamd "Centre de formation aux métiers de la pierre" (afgekort CEFOMEPI) int de fondsen. Deze beheert en gebruikt de bijdrage voor de specifieke opleiding voor de beroepen uit de steensector, volgens de beslissing van de raad van beheer.

De opdrachten van het "Centre de formation aux métiers de la pierre" kunnen worden uitgebreid tot de technische opleiding en onderhoudsopleiding ten belope van 0,15 pct. voor een opleiding die specifiek is voor de onderneming.

De maatschappelijke zetel van deze V.Z.W. is gevestigd te 7060 Soignies, rue Mademoiselle Hanicq, 30.

Art. 7. Een evaluatierapport en een financieel overzicht van de uitvoering van de verplichte inspanning ten gunste van de risicogroepen zullen jaarlijks worden opgesteld door de voornoemde VZW CEFOMEPI.

Het evaluatieverslag en het financiële overzicht zullen worden voorgesteld aan het paritair subcomité om uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op het jaar waarop zij betrekking hebben, te kunnen worden neergelegd op de Griffie van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2021 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2022.

Conform artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 april 2023.

De Minister van Werk,
P-Y. DERMAGNE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2023/202200]

23 MEI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Annexe

Commission paritaire de la batellerie*Convention collective de travail du 6 décembre 2022*

Instauration d'un système de crédit-temps
(Convention enregistrée le 22 décembre 2022
sous le numéro 177330/CO/139)

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la batellerie, à l'exception des entreprises ayant comme activité les services de remorquage.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par « travailleurs » : les travailleurs masculins et féminins.

La présente convention collective de travail est conclue en application de la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière (*Moniteur belge* du 31 août 2012); modifiée par la convention collective de travail n° 103bis du 27 avril 2015, modifiée par la convention collective de travail n° 103ter du 20 décembre 2016, modifiée par la convention collective de travail n° 103/4 du 29 janvier 2018 et n° 103/5 du 7 octobre 2020 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, conclues au sein du Conseil national du Travail.

CHAPITRE II. — *Droit à un crédit-temps*

Art. 2. Les travailleurs visés à l'article 1^{er} ont droit à un crédit-temps pour une période maximale de 51 mois pour les motifs de soins (36 mois pour le motif de formation) sur l'ensemble de la carrière, à prendre par période minimale de 3 mois :

- soit par le biais d'une suspension complète de leurs prestations de travail, quel que soit le régime de travail au sein de l'entreprise dans lequel ils sont occupés au moment de la notification écrite;

- soit par le biais d'une réduction de leurs prestations de travail à mi-temps pour autant qu'ils soient occupés au moins à concurrence de 3/4 d'un emploi à temps plein au sein de l'entreprise durant les 12 mois qui précèdent la notification écrite;

- soit par le biais d'une réduction de leurs prestations de travail d'1/5^{ème}. Cette réduction des prestations de travail d'1/5^{ème} peut s'effectuer sur base annuelle.

Le cas échéant, les modalités de la diminution de carrière d'1/5^{ème} devront faire l'objet d'une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise ou via le règlement de travail (en l'absence de délégation syndicale et moyennant accord écrit réciproque entre le travailleur et l'employeur). Ladite convention collective de travail doit être communiquée par courrier recommandé au président de la Commission paritaire de la batellerie et doit être déposée par l'entreprise aux fins d'enregistrement à l'administration des Relations collectives de Travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

De plus, pour les travailleurs occupés habituellement en équipes ou en cycles dans un régime de travail réparti sur 5 jours ou plus, les modalités de l'organisation du droit au crédit-temps d'un jour par semaine ou d'un régime équivalent, doivent être fixées dans une convention collective de travail d'entreprise ou au niveau de l'entreprise ou via le règlement de travail (en l'absence de délégation syndicale et moyennant accord écrit réciproque entre le travailleur et l'employeur). La durée maximale de ce régime équivalent est également de 12 mois.

Art. 3. Pour les mesures sectorielles pour l'emploi telles que mentionnées à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les travailleurs qui en font usage peuvent faire appel aux primes d'encouragement prévues à cet effet, pour autant qu'elles soient conformes aux mesures de soutien communautaires et régionales.

CHAPITRE III. — *Durée et dénonciation*

Art. 4. La présente convention collective de travail prend cours à compter du 11 octobre 2022 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 23 avril 2003 instaurant un système de crédit-temps (enregistrée sous le numéro 67900/CO/139).

Bijlage

Paritair Comité voor de binnenscheepvaart*Collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 2022*

Invoering van een stelsel van tijdskrediet
(Overeenkomst geregistreerd op 22 december 2022
onder het nummer 177330/CO/139)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart ressorteren, uitgezonderd de ondernemingen met als activiteit sleepdiensten.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werknemers" verstaan : de mannelijke en vrouwelijke werknemers.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen (*Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 2012); gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103bis van 27 april 2015, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103ter van 20 december 2016, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103/4 van 29 januari 2018 en nr. 103/5 van 7 oktober 2020 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanonderbreking en landingsbanen, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

HOOFDSTUK II. — *Recht op een tijdskrediet*

Art. 2. De in artikel 1 genoemde werknemers hebben recht op een tijdskrediet voor een maximumperiode van 51 maanden voor de zorgmotieven (36 maanden voor het motief opleiding) de over gehele loopbaan, op te nemen per minimumperiode van 3 maanden :

- hetzij door hun arbeidsprestaties volledig te schorsen ongeacht de arbeidsregeling in de onderneming waarin zij in de tewerkgesteld zijn op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving;

- hetzij door hun arbeidsprestaties te verminderen tot een halftijdse betrekking voor zover zij ten minste ten belope van 3/4^{de} van een voltijdse betrekking in de onderneming tewerkgesteld zijn gedurende de 12 maanden die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving;

- hetzij door hun arbeidsprestaties te verminderen met 1/5^{de}. Deze vermindering van de arbeidsprestaties met 1/5^{de} kan geschieden op jaarbasis.

In voorkomend geval zullen de modaliteiten ter vermindering van de loopbaan met 1/5^{de} het voorwerp dienen uit te maken van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming of via het arbeidsreglement (indien geen vakbondsafvaardiging en mits wederzijds schriftelijk akkoord gesloten tussen werknemer en werkgever). De vermelde collectieve arbeidsovereenkomst dient per aangetekend schrijven overgemaakt te worden aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart en dient door de onderneming neergelegd te worden voor registratie bij de administratie van de collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst voor Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Tevens dienen voor de werknemers die gewoonlijk tewerkgesteld zijn in ploegen of in cycli in een arbeidsregeling gespreid over 5 dagen of meer, de nadere regels voor het organiseren van het recht op tijdskrediet van een dag per week of een gelijkwaardige regeling vastgesteld te worden bij ondernemings-collectieve arbeidsovereenkomst of op het niveau van de onderneming of via het arbeidsreglement (indien geen vakbondsafvaardiging en mits wederzijds schriftelijk akkoord gesloten tussen werknemer en werkgever). De maximale duur van deze gelijkwaardige tevens 12 maanden.

Art. 3. Voor de sectorale tewerkstellingsmaatregelen zoals vermeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kunnen de werknemers die ervan gebruik maken, voor zover zij in overeenkomstig zijn met gemeenschaps- en gewestelijke ondersteunende maatregelen, een beroep doen op de daartoe voorziene aanmoedigingspremies.

HOOFDSTUK III. — *Duurtijd en opzegging*

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf 11 oktober 2022 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2003 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet (geregistreerd onder het nummer 67900/CO/139).

Chacune des parties signataires peut la dénoncer moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 mois. Ce préavis est notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de la batellerie et à chacune des parties signataires et prend effet le troisième jour ouvrable suivant la date d'expédition.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 mai 2023

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Elk van de ondertekenende partijen kan ze opzeggen mits een opzeggingstermijn van 6 maanden in acht wordt genomen. De opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart en aan elk van de ondertekenende partijen betekend en heeft uitwerking de derde werkdag na de datum van verzending.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 23 mei 2023

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/202601]

8 JUNI 2023. — Arrêté ministériel modifiant les articles 9 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage et y insérant un article 20/1

Le Ministre du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i), remplacé par la loi du 14 février 1961;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, les articles 37, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, et 46, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 avril 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 3 mai 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, modifié par les arrêtés ministériels des 10 janvier 2003 et 19 mai 2016, sont apportées les modifications suivantes :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Pour l'application du présent article, il faut entendre par :

1^o A : le nombre de jours de travail effectifs ou assimilés pris en considération par la communauté concernée pour le calcul de la rémunération différée de l'enseignant concerné ;

2^o premier jour ouvrable de la période de vacances d'été :

a) lorsque la communauté concernée fait usage d'un calendrier scolaire variable sens du 5^o : le lundi de la première semaine complète de vacances d'été;

b) lorsque la communauté concernée fait usage d'un calendrier scolaire fixe au sens du 6^o : le premier jour ouvrable du premier mois complet de vacances d'été;

3^o B : la période débutant le premier jour ouvrable de la période de vacances d'été au sens du 2^o et prenant fin le dernier jour de la période de vacances d'été telle que déterminée par la communauté concernée ;

4^o C : la période de l'année scolaire, hors vacances d'été, prenant cours le premier jour ouvrable de la période de l'année scolaire telle que déterminée par la communauté concernée et prenant fin la veille du premier jour ouvrable de la période de vacances d'été au sens du 2^o ;

5^o calendrier scolaire variable : calendrier au sein duquel les périodes de l'année scolaire et de vacances d'été débutent et se terminent à des dates variables en fonction des années civiles ;

6^o calendrier scolaire fixe : calendrier au sein duquel les périodes de l'année scolaire et de vacances d'été débutent et se terminent à des dates fixes, quelle que soit l'année civile. » ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/202601]

8 JUNI 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 9 en 20 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering en tot invoeging van een artikel 20/1

De Minister van Werk,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i), vervangen door de wet van 14 februari 1961;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, artikelen 37, § 1, derde lid, 1^o, en 46, § 1, tweede lid, 1^o;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 20 april 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 3 mei 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

Artikel 1. In artikel 9 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 10 januari 2003 en 19 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o vóór het eerste lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“Voor de toepassing van dit artikel moet worden verstaan onder:

1^o A: het aantal effectieve of gelijkgestelde werkdagen die in aanmerking worden genomen door de betrokken gemeenschap voor de berekening van de uitgestelde bezoldiging van de betrokken leerkracht;

2^o de eerste werkdag van de periode van de zomervakantie:

a) wanneer de betrokken gemeenschap een variabele schoolkalender gebruikt in de zin van 5^o: de maandag van de eerste volledige week van de zomervakantie;

b) wanneer de betrokken gemeenschap een vaste schoolkalender gebruikt in de zin van 6^o: de eerste werkdag van de eerste volledige maand van de zomervakantie;

3^o B: de periode die aanvangt op de eerste werkdag van de periode van de zomervakantie in de zin van 2^o en die eindigt op de laatste dag van de periode van de zomervakantie zoals bepaald door de betrokken gemeenschap;

4^o C: de periode van het schooljaar, de zomervakantie niet meegerekend, die aanvangt op de eerste werkdag van het schooljaar zoals bepaald door de betrokken gemeenschap en die eindigt de dag vóór de eerste werkdag van de periode van de zomervakantie in de zin van 2^o;

5^o variabele schoolkalender: een kalender in het kader waarvan de periodes van het schooljaar en de zomervakantie beginnen en eindigen op variabele data in functie van de kalenderjaren;

6^o vaste schoolkalender: een kalender in het kader waarvan de periodes van het schooljaar en de zomervakantie beginnen en eindigen op vaste data, ongeacht het kalenderjaar.”;